

ÉDITORIAL

Le pacte qui a refondé l'Europe

La réconciliation franco-allemande est pour l'Europe la colonne vertébrale de la paix et de la prospérité. Et une vertu essentielle de la commémoration de l'armistice de 1918 est d'insister sur une vérité fondatrice qu'on risque d'oublier, de banaliser ou que certains mésestiment à dessin. Hier Adenauer et De Gaulle, naguère Kohl et Mitterrand devant l'osuaire de Douaumont, aujourd'hui Merkel et Macron à Rethondes : tous appellent à ne pas perdre de vue l'essentiel lorsque soufflent des vents mauvais.

À l'autre bout du monde, la dimension historique de la fin de toute belligérance entre Français et Allemands est souvent mieux perçue. Les pays d'Asie du Nord-est, par exemple, où les plaies de l'autre guerre, celle de 39-45, restent à vif, sont conscients de la valeur exemplaire d'une réconciliation que ces peuples désirent pour eux-mêmes. En Europe, la disparition de tous ceux qui vécurent 14-18 préfigure les temps assez proches où la génération de la Seconde Guerre mondiale ne sera plus là, elle non plus, pour témoigner des temps maudits d'un continent à feu et à sang. Il est donc temps de ranimer les souvenirs.

La venue d'Angela Merkel dans la clairière où l'Allemagne impériale signa sa reddition est un geste fort. Il signifie la métamorphose d'une paix forcée en paix désirée ; il efface la sinistre revanche hitlérienne imposée le 22 juin 1940 dans ce même wagon de Rethondes ; il est, enfin, un message aux Européens adressé par deux peuples qui ont cicatrisé les plaies de trois guerres avec l'onguent de la fraternité.

La situation troublée en Europe et sur la scène internationale donne du relief à ce détour par la grande Histoire. Car en vérité, un parfum très « années 30 » flotte sur notre présent : hier le bolchevisme, la réaction fasciste et la crise économique ; aujourd'hui l'islamisme, la réaction populiste et la crise écologique. Pourtant, ces analogies frappantes ne conduisent pas fatalement au retour du malheur. Et parmi les différences entre la décennie 1930 et celle que nous vivons, il y a précisément ces retrouvailles de deux grands peuples au cœur de l'Europe.

Que Macron traverse des turbulences et que Merkel vive son crépuscule politique n'enlève rien à la permanence de ce lien matriciel. Solidifié par les épreuves surmontées, ranimé lors d'une séquence mémorielle qui s'achèvera dimanche par un discours du président français au Bundestag, il dépasse la personne des dirigeants. Ce sont tous les citoyens, de part et d'autre du Rhin, qui en sont dépositaires.

ÇA VA FAIRE
DU BRUIT

Autoroutes. Le gouvernement a donné son feu vert aux sociétés d'autoroutes pour des augmentations du tarif des péages comprises entre 0,1 % et 0,39 % hors inflation, afin de financer le programme de 700 millions d'euros de travaux prévus. Les nouveaux tarifs entreront en vigueur le 1^{er} février 2019.



« On n'en a pas assez fait parce que c'est compliqué [...]. On ne nous laisse pas manœuvrer, et donc il est clair que l'insalubrité existe encore. »

Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, une semaine après l'effondrement de deux immeubles qui ont fait 8 morts.

850 C'est en grammes le poids de la truffe blanche qui a été adjugée 85 000 euros, soit 100 euros le gramme, hier, lors de la 19^e vente aux enchères mondiale organisée à Alba, près de Turin.

LA PHOTO DU JOUR



Des milliers de migrants centraméricains sont arrivés ce week-end dans la ville de Querétaro, dans le centre du Mexique, après avoir franchi malgré la fatigue et les maladies, une nouvelle étape dans leur long périple vers les États-Unis. PHOTO ALFREDO ESTRELLA/AFP

ENTRETIEN

« L'industrialisation de la forêt doit cesser »

ONF Syndicalistes et ONG se sont rassemblés fin octobre dans l'Allier pour publier un manifeste sur la gestion des forêts publiques

Le 25 octobre, quelque 1 200 personnes se sont rassemblées au pied de la chaîne de Tronçais, dans l'Allier, pour dénoncer les méthodes industrielles d'exploitation de la forêt publique française et la « privatisation en cours » des activités de l'Office national des forêts (ONF). Cette initiative regroupait à la fois des syndicalistes de l'ONF et des associations de protection de la nature comme France Nature Environnement, la LPO et Greenpeace. Explications avec Philippe Berger, le secrétaire national du Syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel (Snupfen).



Philippe Berger, secrétaire national du Syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel. PHOTO DR

« Sud Ouest » L'ONF a rétorqué qu'aucun projet de privatisation n'était en cours. Maintenez-vous l'accusation ?

Philippe Berger L'ONF joue sur les mots. Il ne perd pas son statut d'établissement public industriel et commercial. Mais il arrête de recruter des fonctionnaires pour les remplacer par du personnel sous contrat de droit privé. Ceci entrave les missions régaliennes de l'Office puisque ces personnels ne peuvent plus assurer les missions de police qui sont l'apanage des fonctionnaires : la surveillance du domaine, l'application du code de l'environnement et du code forestier.

L'ONF vous oppose aussi que les prélèvements en bois sont stables dans les forêts domaniales...

Sur les dernières années, peut-être. Mais l'augmentation de la récolte en forêt publique est sensible sur le long terme. On le voit bien dans la gestion

des plantations. Auparavant, on laissait le pin maritime sur pied jusqu'à 70/80 ans. Aujourd'hui, c'est 35 ans.

L'évolution est similaire sur le sapin pectiné ou le chêne, qui a été ramené de 180 à 120 ans. Il peut y avoir des évolutions dictées par les changements climatiques, mais on sait très bien que les forêts anciennes sont les plus riches en biodiversité. Comme les forêts mélangées. Or on pratique de plus en plus de monoculture, par exemple pour le Douglas et l'épicéa. Ce faisant, on affaiblit les sols.

Quels seraient les motifs de cette évolution ?

Transformer l'ONF en très grosse coopérative forestière dans une perspec-

tive de rendement. Nous n'avons pas en France de problème de déforestation, mais nous avons bel et bien un problème de « malforestation ». Nous avons toujours, à l'ONF, des personnels indépendants qui luttent contre cette logique d'industrialisation. Elle doit cesser. Des générations de forestiers ont résisté à l'enrésinement des massifs réclamé par les marchands de bois. Cet enrésinement est aujourd'hui manifeste, par exemple avec le Douglas dans le Morvan.

Quelle suite comptez-vous apporter au mouvement ?

Ce lien entre lutte syndicale et combat pour la biodiversité avec le monde associatif est assez inédit. Nous avons publié un manifeste que nous soumettons aux politiques. Nous souhaitons que les citoyens se l'approprient. Recueilli par Jean-Denis Renard